

CONFÉRENCE DE PRESSE DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR L'ATTENTAT TERRORISTE EN TUNISIE, LA SITUATION EN LIBYE, LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE, LES ÉLECTIONS EN ISRAËL ET SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN, À BRUXELLES LE 20 MARS 2015.

20 MARCH 2015 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

« Mesdames, Messieurs,

Le Conseil européen vient de se terminer, mais je vais commencer mon intervention devant vous en évoquant la Tunisie. Le bilan est maintenant définitif : 21 morts, de nombreux blessés et parmi les personnes décédées, trois personnes françaises, trois citoyens français. Nous en avons eu hélas la confirmation. Il y a également encore deux blessés graves qui sont toujours en soins intensifs et cinq blessés légers qui vont rentrer en France dès ce soir.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard CAZENEUVE, est sur place en Tunisie et est aux côtés des autorités tunisiennes pour leur exprimer notre solidarité, notre soutien, et aussi auprès des familles ou personnes qui ont pu vivre ce drame.

C'est le terrorisme qui a une nouvelle fois frappé en Tunisie, qui a frappé dans un lieu symbolique : un musée à côté de l'assemblée tunisienne. C'est un terrorisme qui veut s'attaquer à un pays qui est un pays exemplaire dans la transition démocratique qui a été la sienne, c'est un pays ami de la France, c'est un pays qui compte sur le tourisme pour assurer son développement et qui, donc, a besoin plus que jamais à la fois de sécurité et de solidarité. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne, le Conseil européen et la France ont une fois encore affirmé, au-delà de ses principes, une coopération qui doit être à la fois sur la question de la sécurité et du développement économique.

Je parle de la Tunisie et j'en viens à la Libye. Il y a des raisons de penser que les terroristes qui ont frappé en Tunisie ont pu aussi être entraînés ou formés en Libye. Et il y a aussi des liens qui sont établis depuis longtemps entre des groupes terroristes basés en Libye et des actions qui sont menées aussi bien dans le Sahel que maintenant en Afrique centrale -je pense notamment à Boko Haram.

Nous avons donc évoqué cette question de la Libye au Conseil européen et Federica MOGHERINI, la Haute Représentante, a présenté le plan qui était le sien avec le Représentant spécial des Nations Unies pour trouver un accord politique en Libye. C'est la condition indispensable pour retrouver la paix civile et pour éviter que le chaos ne s'installe en Libye et que les groupes terroristes puissent y prospérer. Le Conseil européen a donné son plein soutien à ce qui a été présenté par Federica MOGHERINI et la France s'y associera.

J'en viens ensuite aux autres questions qui ont été traitées ce matin au Conseil européen. Je reviendrai si c'était nécessaire sur ce qui a été décidé hier.

Il y a eu la situation économique, ce qu'on appelle le « semestre européen », et ce que doit être l'action des pays membres comme de la Commission européenne pour faire en sorte que la croissance soit la plus élevée possible en 2015, dans le respect, bien sûr, des engagements budgétaires que chaque pays doit assurer.

J'ai insisté, et je n'ai pas été le seul, sur le changement considérable qui s'est produit ces derniers mois quant au contexte économique que connaît l'Europe et notamment la zone euro. Si on regarde ce qu'il s'est passé depuis un an : c'est la baisse d'à peu près 20 % de l'euro par rapport à ce qu'était sa parité à l'égard du dollar, c'est une baisse de près de 50% du prix du pétrole et ce sont des taux d'intérêt qui sont maintenant parmi les plus bas du monde, et à un niveau historique. Par exemple, la France emprunte à des taux d'intérêts négatifs sur des termes équivalents à trois ans. Ça veut dire que quand elle emprunte à trois ans, ceux qui prêtent de l'argent acceptent de ne pas avoir la même rémunération, c'est-à-dire acceptent de perdre de l'argent, tellement la sûreté de ses emprunts est grande.

Voilà le contexte. Ce contexte pourrait conduire à penser qu'il suffirait de laisser faire pour que la croissance puisse repartir, alors que je considère qu'il convient -et ça a été aussi la position du Conseil européen- d'investir davantage, c'est une occasion formidable pour l'Investissement. Investir, ça veut dire, d'abord, le « plan Juncker » pour ce qui concerne l'Europe, et il a été une fois encore rappelé que ce

plan va s'appliquer dès 2015 et il y aura même des pré-financements, et que les Etats peuvent accompagner le plan, c'est-à-dire le compléter : c'est ce qu'a fait la France - pas simplement la France- mais pour la France à hauteur de 8 milliards d'euros avec la BPI et la Caisse des dépôts.

Ça, c'est pour ce qui relève de la Commission, ce qui relève de l'Europe et ce qui relève des Etats membres pour donner une pleine impulsion à la Croissance en termes d'investissement public.

Mais il y a l'investissement privé, ce qui appelle nécessairement des réformes, des réformes qui permettent de libérer l'investissement. Car comme l'a dit le président de la Banque centrale européenne, il ne suffit pas de mettre des liquidités à disposition des marchés, de l'économie, faut-il encore que ces liquidités soient utilisées et pour qu'il y ait des prêts, faut-il aussi qu'il y ait des projets. Donc, il faut favoriser l'émergence des projets de l'économie réelle, c'est-à-dire des entreprises. C'est le sens de ce que nous faisons en France à travers nos réformes et c'est ce que l'Europe doit faire à travers le grand marché, à travers la transition énergétique, à travers le plan numérique et les nouvelles technologies. Il a été également évoqué le traité, ou la discussion avec les Etats-Unis pour le TTIP, le traité commercial avec les Américains. Trois principes doivent être posés : la volonté -oui l'Europe veut une négociation commerciale et la rapidité -oui, l'Europe veut que cette négociation puisse aboutir, mais cette négociation doit être équilibrée, doit être utile dans ses résultats et doit être transparente et régulièrement, le Conseil européen sera saisi de l'avancée de ces négociations qui doivent permettre aux entreprises françaises, aux entreprises européennes d'accéder à des marchés, de pouvoir aller là où aujourd'hui elles en sont empêchées, elles en sont dissuadées ou freinées. C'est le sens de ce que nous devons avoir comme pédagogie : il ne s'agit pas simplement d'ouvrir des marchés, il s'agit aussi de permettre qu'il y ait davantage d'échanges et davantage d'investissements.

Après, nous avons aussi parlé de ce que l'Europe aurait à faire, notamment par rapport au « Partenariat oriental » et par rapport au Sud. C'est-à-dire, par rapport au partenariat oriental, il y aura une nouvelle réunion dont nous avons parlé hier, et nous devons donner une application aux accords d'association qui ont été signés et qui doivent d'ailleurs maintenant être ratifiés par l'ensemble des pays membres. A l'égard du Sud -j'évoquais la Libye, la Tunisie-, l'Europe doit avoir un partenariat important aussi avec les pays du Sud, et c'est toute la question aussi des flux migratoires, qui a été une fois encore évoquée, car si nous voulons éviter qu'il y ait ces mouvements de populations, soit parce qu'elles fuient les conflits, soit parce qu'elles sont attirées par les lumières de l'Europe, nous devons avoir des contrôles, nous devons avoir aussi des politiques de développement. Voilà l'essentiel de ce que j'ai porté au cours de ce Conseil européen.

Parallèlement, mais il y aura peut-être des questions à ce sujet, il y a eu ce matin une réunion avec David CAMERON et Angela MERKEL et Federica MOGHERINI pour faire le point de la négociation avec l'Iran sur le nucléaire, ou plus exactement sur le renoncement par l'Iran à l'arme nucléaire, et il y aura sûrement des discussions qui se poursuivront avec les ministres des Affaires étrangères, notamment dans le week-end.

J'ai eu également ce matin une conversation avec Benjamin Netanyahu, qui doit faire face, maintenant, après son succès électoral incontestable, aux réalités, c'est-à-dire à la question une fois encore posée de la négociation avec les Palestiniens, et c'est ce que j'ai rappelé.

QUESTION :

(BFM-TV) Je voudrais revenir sur la Tunisie et le bilan que vous évoquiez. Vous nous avez parlé de deux blessés graves. Pouvez-vous nous dire si leur pronostic vital est en jeu ? Par ailleurs les autorités tunisiennes ont dit ce matin que trois victimes restaient non identifiées. Est-il possible qu'il y ait des Français parmi ces trois personnes ? Enfin, concernant le Yémen, avez-vous des nouvelles de la française qui est retenue, ou annoncée libérée ?

LE PRESIDENT :

Nous ne pensons pas qu'il y ait encore des Français qui pourraient être reconnus victimes de cet attentat. Il y avait effectivement une question qui se posait pour l'identification hier d'une troisième victime, dont nous avons eu, hélas, la confirmation. Il y a deux blessés graves. Le pronostic vital est engagé pour l'un d'entre eux. Ces deux blessés sont en soins intensifs

Sur l'otage retenu au Yémen, j'avais été délibérément prudent par rapport à des rumeurs qui circulaient. Aucune de ces rumeurs n'a été confirmée. Vous avez vu aussi ce qui se produit au Yémen, où il y a eu des attentats et où le bilan est particulièrement lourd puisqu'il s'élève au moment où je parle à 77

des attentats et ce le soir est particulièrement lourd, puisqu'il s'élève au moment où je parle à 11 morts et de nombreux blessés. Le Yémen est dans une quasi-guerre civile, donc c'est une zone éminemment dangereuse et nous avons demandé à tous nos ressortissants qui pourraient être éventuellement concernés par ces drames de s'en écarter.

QUESTION :

(AFP) Vous avez évoqué à l'instant la conversation que vous avez eue avec le Premier ministre israélien. Deux jours après l'annonce officielle de son élection, trois jours après le scrutin alors que jusqu'à présent seul le Ministre des Affaires étrangères a réagi au nom de l'exécutif français-, faut-il y voir un signe de déception à l'égard du résultat de cette élection, et est-ce que vous réitérez aujourd'hui devant nous la position de la France sur la création d'un Etat palestinien ?

LE PRESIDENT :

Nous avons pour cette élection importante respecté les procédures habituelles, c'est-à-dire d'attendre d'abord le résultat, sa confirmation, et l'assurance que le Premier ministre sortant serait le prochain Premier ministre.

Dès que nous avons eu cette confirmation, le Ministre des Affaires étrangères a fait ce communiqué de félicitations, et en même temps a ajouté que la position de la France -c'est ce que j'ai redit au Premier ministre Benjamin Netanyahu- était, et sera toujours la solution des deux Etats, avec un principe pour nous intangible : la sécurité d'Israël.

Dans la conversation que j'ai eue avec le Premier ministre Netanyahu, nous sommes revenus sur les conditions de cette négociation. La France peut toujours jouer un rôle utile. Elle peut faciliter parce qu'elle a une relation d'amitié avec les Israéliens, parce qu'elle a aussi une relation d'amitié avec l'autorité palestinienne. Nous pouvons être des intermédiaires utiles pour reprendre, ou faire reprendre, cette négociation autour de la solution des deux Etats.

QUESTION :

(RMC) Sur l'Iran, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la position française ? Sommes-nous toujours très loin d'un accord politique ?

LE PRESIDENT :

La position française est très simple à énoncer : oui, l'Iran peut accéder au nucléaire civil, mais l'Iran ne peut pas accéder à l'arme nucléaire. C'est une position qui vaut d'ailleurs pour d'autres pays que l'Iran. C'est une position qui s'inscrit dans le refus de la prolifération.

Dans cette négociation nous sommes attentifs à 3 points : la question de la recherche et du développement pour que nous soyons bien sûr que les recherches aillent dans le sens du nucléaire civil, et nulle part ailleurs. Nous sommes également très attentifs à un site en particulier. Et enfin sur les sanctions, comment elles pourraient éventuellement être levées, dès lors que nous aurions des certitudes sur l'abandon de toute prétention de l'Iran à l'arme nucléaire. C'est sur ces trois points que les discussions continuent.

QUESTION :

Sur la Grèce : y-a-t-il eu des avancées ou des changements par rapport à cette nuit ? Peut-on parler d'engagement véritable du gouvernement grec sur la présentation des réformes ? Est-ce qu'en termes de calendrier on peut dire que les choses vont se débloquent la semaine prochaine ? En savez-vous un peu plus ?

LE PRESIDENT :

J'en sais un peu plus parce que nous sommes l'après-midi, mais le matin n'a pas changé la conclusion de notre travail nocturne. Le président Donald Tusk d'ailleurs a rendu compte de ces discussions, et un communiqué avait été publié dans la nuit par le président du Conseil européen, le président de la Commission européenne, et le président de l'Eurogroupe.

J'ai également eu des discussions -comme avec tous les autres participants du Conseil européen- avec Angela Merkel, et avec Alexis Tsipras. A. Merkel va recevoir à Berlin le Premier ministre grec. Et le Premier ministre grec m'a confirmé qu'il allait aller le plus vite possible pour présenter ses réformes et donner toutes les informations qui sont utiles pour permettre à l'Eurogroupe de prendre une décision, y compris pour ce qui concerne le soutien financier à la Grèce. Donc c'était le même esprit : un esprit de confiance mutuelle qui régnait ce matin, et je pense que cet esprit permettra de trouver une solution à ce que l'on appelle le problème grec.

QUESTION :

Une nouvelle question sur l'Iran : quelle était la teneur de la réunion ce matin. L'ambiance était optimiste, pessimiste ? Y-a-t-il des différences entre vous, les Britanniques et les Allemands ? Vous avez par ailleurs dit que ce week-end les ministres des Affaires étrangères devraient se rencontrer, mais à quel endroit ? Il y a un peu de confusion.

LE PRESIDENT :

C'était sérieux parce que le sujet est sérieux. La France veut un accord avec l'Iran pour permettre qu'il y ait une pleine confiance là aussi, c'est-à-dire le renoncement par l'Iran à l'arme nucléaire et d'avoir toutes les garanties que l'Iran aura du nucléaire civil mais n'aura pas du nucléaire militaire. Donc c'est une négociation très importante parce qu'elle porte sur le sujet essentiel de la sécurité, sécurité de la région et sécurité du monde, et sur le thème de la non-prolifération.

Ensuite, y-a-t-il des différences ? Non, on a même un peu plus de temps que prévu pour avancer, pour discuter, pour négocier. J'aurai au téléphone cet après-midi le président Obama. Nous en parlerons. Et les ministres des affaires étrangères doivent travailler ensemble puisque c'est à ce niveau que les discussions sont depuis déjà plusieurs semaines, mois -pour ne pas dire davantage- engagées, et c'est à Lausanne que normalement ils doivent se retrouver, si ça mérite effectivement une réunion de travail.

QUESTION :

(TF1) Monsieur le Président, la France sera l'hôte de la conférence climat à la fin de l'année.

Actuellement à Paris, on a dépassé le seuil d'alerte de la pollution, et on a dépassé aussi le seuil d'alerte, si j'ose dire, dans votre majorité. Anne Hidalgo, la maire de Paris, demande une circulation alternée. Elle est relayée en cela par les élus EELV. Mais votre ministre de l'écologie, Ségolène Royal, s'y refuse. Pourrions-nous connaître votre position ? N'est-ce pas un mauvais signal envoyé à quelques mois de la conférence climat ?

LE PRESIDENT :

Pour prendre une décision comme la circulation alternée, il faut avoir des prévisions qui soient certaines, autant qu'il est possible, afin de créer pour la population, une amélioration de la situation, et surtout le moins de troubles possibles pour la circulation.

Hier, selon les informations que nous avons pu rassembler, la pollution devait être réduite aujourd'hui, et encore davantage les jours suivants. Tel n'est pas le cas. Donc la ministre de l'écologie va travailler tout au long de l'après-midi pour savoir si les prévisions pour les jours suivants sont confirmées, s'il y a donc un risque de pic de pollution, et à ce moment-là, dès la fin de l'après-midi, des décisions seront prises.

Donc c'est très clair : en fonction de ce que va être la prévision de pollution, le gouvernement prendra ses responsabilités, en liaison bien sûr avec les élus concernés, c'est-à-dire les élus de l'Ile de France et la ville de Paris.

QUESTION :

(I-télé) Monsieur le Président, les Français sont appelés à voter dimanche. Quel message pouvez-vous délivrer à trois jours de ce scrutin ?

LE PRESIDENT :

Je ne ferai pas de commentaires ici à Bruxelles sur des élections qui ont lieu partout en France, sauf à Paris et dans l'agglomération lyonnaise. Je le fais pour la formation civique.

QUESTION :

(France 2) Revenons un instant sur la Libye puisque l'on parle d'une mission européenne en Libye.

Quelle forme pourrait-elle prendre ? Est-ce que ce serait une mission militaire ou une mission civile ?

LE PRESIDENT :

Je vais être tout à fait clair. Ce qui a été décidé aujourd'hui c'est la recherche d'un accord politique et l'Europe doit être en première ligne. Pourquoi doit-elle être en première ligne ? Parce que la Libye c'est presque notre frontière extérieure. Le Premier ministre de Malte s'est exprimé ce matin au Conseil européen. Malte, c'est à quelques kilomètres de la Libye. Si le chaos s'installe en Libye, si le terrorisme se développe en Libye, si Daech s'installe en Libye, l'Europe ne pourra pas se considérer comme à l'abri. Elle ne l'est déjà pas.

En plus nous pensons aux pays voisins, amis de l'Europe et amis de la France. On parlait de la Tunisie,

on peut parler de l'Egypte, du Tchad, du Niger. Nous devons tout faire pour qu'il y ait un accord politique. Pourquoi un accord politique ? Parce que toutes ces fractions qui se combattent, se rivalisent, se concurrencent en Libye, doivent être réunies et il n'est pas question d'une intervention militaire extérieure. D'ailleurs elle n'aurait aucun fondement. Le Conseil de Sécurité n'a pas voulu organiser je ne sais quelle opération.

Si l'on réfléchit bien, lorsqu'il y a une intervention qui est faite -il y en a eu une en Libye, et je l'ai moi-même approuvée, j'étais dans l'opposition- il convient ensuite d'avoir une volonté de trouver une solution politique. Il ne suffit pas d'une intervention militaire. La politique doit prendre toute sa place. C'est ce qui a manqué ces dernières années. Aujourd'hui, ce qui compte, c'est de trouver un accord politique, de rassembler les différentes fractions libyennes et de lutter ensemble contre le terrorisme ».